



**Martha Tinny MOLEMA**  
President  
Présidente

**Akhator Joel ODIGIE**  
General Secretary  
Secrétaire Général

Route Internationale d'Atakpamé  
Centre FOPADESC Agoè – Nyivé  
B.P. : 4401 – Tel.: 00228 22 25 03 90  
LOME - TOGO

Email: [info@ituc-africa.org](mailto:info@ituc-africa.org)  
Web: [www.ituc-africa.org](http://www.ituc-africa.org)

## **Déclaration de la CSI-Afrique sur l'escalade du conflit à Goma, en RDC : Appel à une action immédiate pour mettre fin au conflit, désamorcer la violence et instaurer la paix**

L'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI-Afrique [www.ituc-africa.org](http://www.ituc-africa.org)) condamne fermement les violences en cours qui ont fait des centaines de morts, notamment parmi les soldats de la paix et les citoyens, et qui ont provoqué une catastrophe humanitaire à Goma, en République démocratique du Congo (RDC), où les rebelles du M23 ont pris le contrôle de la ville. L'escalade du conflit a non seulement aggravé les souffrances du peuple congolais, mais a également eu un impact disproportionné sur les travailleurs, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes, qui constituent l'épine dorsale de la main-d'œuvre du pays.

En tant qu'organisation engagée en faveur des droits et du bien-être des travailleurs en Afrique, la CSI-Afrique est vivement préoccupée par la détérioration des conditions de vie des civils. Le déplacement forcé de plus d'un million de personnes, la destruction des moyens de subsistance et le ciblage d'infrastructures essentielles – notamment des hôpitaux, des marchés et des écoles – ont plongé les travailleurs dans un état de désespoir. Les habitants de Goma, déjà accablés par la pauvreté et l'instabilité économique, sont désormais confrontés à la triste réalité du chômage, de l'insécurité alimentaire et du manque d'accès aux soins de santé. Les femmes, qui représentent une part importante de l'économie informelle, ont perdu leurs moyens de subsistance et de survie. Dans le même temps, les enfants et les jeunes travailleurs sont de plus en plus vulnérables au recrutement par les groupes armés.

### **Un appel urgent et passionné à toutes les parties prenantes**

La CSI-Afrique appelle tous les acteurs impliqués dans cette crise, directement et indirectement, à prendre des mesures immédiates et concrètes pour mettre un terme aux souffrances du peuple congolais et rétablir la paix. Nous exigeons notamment ce qui suit :

#### **1. Au Gouvernement de la RDC**

- Assurer la protection des civils, en particulier des travailleurs, des femmes et des enfants, qui ont été touchés de manière disproportionnée.
- Prendre les mesures immédiates, nécessaires et légales pour rétablir l'ordre public à Goma et dans les environs afin que les personnes déplacées puissent retourner en toute sécurité dans leurs foyers et sur leurs lieux de travail.
- S'engager dans un véritable dialogue national qui donne la priorité aux préoccupations de tous les citoyens congolais, y compris les organisations patronales et les syndicats de travailleurs, pour résoudre les problèmes sous-jacents de gouvernance, de justice économique et de sécurité nationale.

#### **2. Aux rebelles du M23**

- Cesser immédiatement les hostilités et se retirer de Goma et des autres zones environnantes touchées pour éviter de nouvelles souffrances humanitaires.
- Respecter le droit international humanitaire, notamment en protégeant les civils et les travailleurs, et permettre l'accès humanitaire à ceux qui en ont besoin.

- Engager des négociations significatives en vue d'une résolution pacifique des griefs plutôt que de perpétuer les cycles de violence.

### **3. Au Gouvernement du Rwanda**

- Cesser tout soutien militaire aux rebelles du M23, comme l'affirment à plusieurs reprises des rapports internationaux crédibles.
- Résistez et abstenez-vous de tout effort ou de toute déclaration visant à exacerber les tensions liées au conflit.
- S'engager de manière constructive et s'engager dans un véritable dialogue et des efforts diplomatiques pour apaiser les tensions avec la RDC et soutenir les efforts de paix régionaux.
- Cesser la participation ouverte ou secrète des Forces de défense rwandaises et leur soutien au groupe M23 dans le conflit en RDC.

### **4. À la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) , à la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et à l'Union africaine (UA)**

- Intensifier les efforts diplomatiques pour assurer un cessez-le-feu immédiat et durable et une solution politique durable à la crise.
- Tenir toutes les parties responsables, y compris les acteurs extérieurs qui alimentent le conflit, en imposant des sanctions à ceux qui violent les accords de paix.
- Déployer des missions supplémentaires de maintien de la paix et d'aide humanitaire pour protéger les civils, en particulier les plus vulnérables, notamment les travailleurs.
- L'Union africaine doit élaborer et mettre en œuvre un rapprochement urgent et pragmatique pour apaiser les tensions et les tensions diplomatiques éventuelles entre les dirigeants des gouvernements directement ou indirectement liés à la crise de Goma. Cette crise NE DOIT PAS se transformer en guerre régionale.

### **5. Aux Nations Unies (ONU)**

- Renforcer le mandat de la MONUSCO pour protéger efficacement les civils et intervenir dans les zones où les civils, les travailleurs et les communautés sont attaqués.
- Tenir tous les auteurs de violations des droits de l'homme responsables de leurs actes et garantir la justice pour les personnes, les travailleurs et les familles concernés.

### **6. Aux puissances mondiales, notamment les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni et la France**

- Faire pression sur toutes les parties, y compris le Rwanda et la RDC, pour qu'elles engagent des pourparlers de paix et mettent un terme à l'escalade militaire.
- Résistez et abstenez-vous de tout effort manifeste ou secret visant à prendre parti et à alimenter le conflit dans le but de tirer profit des extractions de minéraux essentiels, comme le suggèrent les accords et accords actuels avec les parties à la crise.
- Veiller à ce que le commerce des minéraux critiques congolais n'alimente pas le conflit en appliquant des mesures strictes de transparence de la chaîne d'approvisionnement aux sociétés multinationales qui bénéficient de l'exploitation illégale des ressources.

## **Mettre fin au cycle de la violence et de l'exploitation**

Ce conflit ne concerne pas seulement le contrôle territorial ; il est profondément lié à l'exploitation des vastes richesses minières de la RDC, qui devraient profiter au peuple congolais plutôt qu'alimenter la guerre et la souffrance. La CSI-Afrique exige une réponse mondiale qui donne la priorité au bien-être du peuple, des travailleurs, des familles et des communautés de la RDC plutôt qu'aux intérêts des entreprises et des politiques.

Nous sympathisons avec les familles qui ont perdu des êtres chers dans cette résurgence du conflit violent en RDC, notamment les familles des soldats de la paix de différentes nations. Nous continuerons à chérir et à apprécier leurs sacrifices suprêmes et leurs souvenirs.

Les travailleurs africains sont solidaires de la population de Goma, des familles, de tous les travailleurs et de toutes les communautés touchées par cette violence insensée mais évitable. Il est temps de mettre fin à la guerre et de mettre un frein à l'impunité en exigeant et en garantissant la responsabilité. Nous réaffirmons notre engagement à plaider et à contribuer au rétablissement d'une paix durable, de la dignité et de la justice économique pour tous les Congolais, leurs familles et leurs travailleurs. Nous appelons les personnes de bonne volonté et la communauté humaine mondiale à se tenir à nos côtés pour exiger la fin du conflit violent en RDC.

*Publié à Lomé, le 30 janvier 2025, au nom des nombreux membres et dirigeants de la CSI-Afrique par :*



**Akhator Joel Odigie**

**Secrétaire général  
CSI-Afrique**